

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 14 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPÉRATIVE AGRICOLE DE LA RÉGION DE COGNAC (CARC)

site de Marville
16130 Genté

Références : 2026_51_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007208682

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2026 dans l'établissement COOPÉRATIVE AGRICOLE DE LA RÉGION DE COGNAC (CARC) implanté à Marville 16130 Genté. L'inspection a été annoncée le 04/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de la cessation partielle d'activité de l'installation relevant de la rubrique 4702 (stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium). Elle avait pour objet de vérifier la prise en compte des obligations réglementaires applicables en matière de cessation d'activité et de mise en sécurité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPÉRATIVE AGRICOLE DE LA RÉGION DE COGNAC (CARC)
- Marville 16130 Genté
- Code AIOT : 0007208682
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Créée en 1945, la CARC est une coopérative agricole historiquement ancrée dans le terroir cognaçais, initialement dédiée à l'approvisionnement des exploitations viticoles. À la suite de la crise du Cognac en 1980, elle s'est diversifiée en développant une activité de collecte et de commercialisation des céréales.

Elle compte aujourd'hui 584 adhérents, majoritairement viticulteurs, et emploie 22 salariés répartis sur cinq sites.

La CARC est également membre de deux unions de coopératives : l'UDCA pour l'activité approvisionnements et l'ENTENTE pour la commercialisation des céréales et le suivi de la démarche qualité.

Sur le site est exploité un silo de stockage de matières agricoles (céréales,...) relevant de la déclaration pour la rubrique 2160.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Cessation partielle (stockage ammonitrates)	Code de l'environnement du 08/07/2024, article L512-12-1 & R.512-66-3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Installation soumise à déclaration avec contrôle périodique	Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Formation	AP de Mise en Demeure du 17/06/2021, article 1	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation partielle d'activité au titre de la rubrique 4702 est considérée comme effective, la preuve de dépôt ayant été transmise et les quantités d'engrais à base de nitrate d'ammonium présentes sur le site restant inférieures au seuil ICPE.

L'exploitant demeure toutefois tenu de finaliser la procédure de mise en sécurité du site dans le cadre de la cessation d'activité, notamment par la transmission des justificatifs réglementaires attendus, dont l'attestation « ATTES SECUR » établie par un organisme certifié dans le domaine des sites et sols pollués par le LNE.

Les contrôles réglementaires périodiques relatifs à la sécurité incendie et aux installations électriques ont été réalisés conformément aux exigences en vigueur.

Les réserves émises lors du contrôle périodique initial (au titre de la rubrique ICPE n°2160) ont fait l'objet de travaux correctifs, dont la réalisation a été constatée lors de la visite d'inspection. Néanmoins, un contrôle périodique complémentaire doit être effectué par un organisme de contrôle afin d'acter la mise en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/06/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 30/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 3.7 de l'AM du 06/07/06</p> <p>L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, est formé à l'application de ces consignes d'exploitation et des consignes de sécurité définies au 4.7.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est géré par un responsable, assisté d'un chauffeur intervenant également dans la gestion des silos, la collecte des céréales ainsi que la manutention des produits d'amendement.</p> <p>Une formation en date du 29/08/2023 a été dispensée à M. Fougère, responsable du site, portant sur les activités CSA (collecte, stockage et transport) ainsi que sur les engrais. Cette formation a été réalisée par le service QSE interne au groupe Entente des Coopératives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartiendra à l'exploitant d'inscrire une seconde personne à une formation adaptée à la gestion du site, portant notamment sur la collecte, le stockage et le transport des céréales, ainsi que sur les risques liés au stockage des amendements et des engrais (ammonitrates), et ce même si le site est situé en dessous du seuil ICPE : la formation nécessaire portera a minima sur les consignes d'exploitation et de sécurité mentionnées aux points 3.7 et 4.7 de l'arrêté ministériel du 06/07/2006.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Cessation partielle (stockage d'ammonitrates)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article L.512-12-1 & R.512-66-3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, ATTES SECUR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article L.512-12-1</u></p> <p>Lorsque l'installation soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation. Il en informe le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p> <p>Selon les modalités et dans les cas définis par décret en Conseil d'Etat, l'exploitant fait attester de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p><u>Article R.512-66-3</u></p> <p>Les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement pour lesquelles l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est requise sont les suivantes : [...] 4702 [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, par courriel en date du 7 février 2024, la preuve de dépôt relative à la cessation partielle d'activité au titre de la rubrique 4702. Lors de l'inspection, la présence de 22</p>

<p>big-bag de 600 kg chacun, soit un total de 13,2 tonnes d'engrais solides simples ou composés à base de nitrate d'ammonium, a été constatée sur le site. Ce volume demeure inférieur au seuil ICPE.</p> <p>La cessation partielle d'activité est donc considérée comme effective.</p> <p>Toutefois, l'exploitant doit encore procéder à la mise en sécurité du site conformément aux exigences réglementaires en vigueur. Cette opération devra être réalisée par un organisme accrédité par le LNE. À l'issue de cette intervention, un rapport « ATTES SECUR » devra être établi, attestant de la mise en sécurité complète et conforme du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, pour justification :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rapport « ATTES SECUR » établi par l'organisme certifié par le LNE, attestant de la mise en sécurité complète et conforme du site ; l'attestation valide de certification selon le LNE de l'organisme intervenant.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Installation soumise à déclaration avec contrôle périodique

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'État en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.</p> <p>Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent article. Il fixe notamment la périodicité, les modalités de fonctionnement du système de contrôle et, en particulier, les conditions d'agrément des organismes contrôleurs et les conditions dans lesquelles les résultats sont tenus à la disposition de l'administration ou, lorsque certaines non-conformités sont détectées, transmis à l'autorité administrative compétente.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé au contrôle périodique initial (rubrique ICPE 2160) par la société DEKRA le 02/02/2024. Ce contrôle a émis des réserves concernant l'absence de colonnes sèches dans les silos, nécessaires à l'intervention des services d'incendie et de secours. Les travaux requis ont été réalisés à l'issue de ce contrôle et leur mise en œuvre a été constatée lors de la visite d'inspection. Un contrôle complémentaire a ensuite été effectué par la société DEKRA le 13/03/2025 mais fait toujours état de cette non-conformité majeure.</p> <p>Par ailleurs, l'ensemble des installations électriques ainsi que le suivi des équipements de défense contre l'incendie font l'objet de contrôles annuels. Les rapports correspondants ont été consultés et vérifiés ; aucune anomalie n'a été constatée.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, pour justification : <ul style="list-style-type: none"> le rapport du contrôle périodique faisant état de la mise en conformité (suppression de la dernière non conformité majeure relative à la colonne sèche)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois